

comme, du reste, les aristocrates des autres pays ; espérant toujours le rétablissement d'une sorte de société féodale, ils rêvaient de pouvoir accaparer toute l'influence dans les pays autonomes ; ils avaient ainsi la majorité dans le Reichsrat. Au nombre des centralistes se trouvaient les bureaucrates et les représentants de la bourgeoisie allemande, qui avaient peur de la prépondérance de l'élément slave dans l'Autriche fédérale. Les uns comme les autres n'étaient ni amis de la liberté, ni partisans d'un constitutionnalisme sincère.

Dans les débats devant ce corps, les fédéralistes soutenaient que la réorganisation future ne peut se faire que sur la base des anciennes traditions historiques, soit au point de vue législatif, soit au point de vue administratif et qu'il fallait mettre l'unité de la monarchie en harmonie avec les intérêts spéciaux des pays divers qui se rattachent nécessairement aux traditions du passé. Par là, les aristocrates fédéralistes se proclament fervents partisans de la théorie des « individualités politico-historiques », formulée vers 1850, par Jozsef Eötvös.

Les orateurs de la majorité parlaient toujours de la conscience historique des divers pays, de leurs titres historiques, de leurs souvenirs du passé, répétaient toujours que la monarchie n'est pas un état uniforme, mais composé des éléments les plus divers qui tous ont conservé leurs individualités historiques. La situation des divers pays est si différente qu'il est tout à fait impossible d'imaginer une Constitution centraliste, réalisable pour toute la monarchie, — c'est le grand argument des aristocrates contre tout projet constitutionnel qui pourrait menacer leur domination dans les provinces.